

La roue de la fortune et le développement

Stratégies de mobilité sociale dans un village mexicain (1970-1980)

Marie-Noëlle CHAMOUX

Anthropologue C.N.R.S.

RÉSUMÉ

L'une des conséquences majeures du développement économique est la redistribution de paysans selon de nouvelles places sociales. Ce processus est examiné à partir d'itinéraires de villageois mexicains entre 1970 et 1980. L'accent mis sur le point de vue des acteurs paysans fait ressortir de brusques retournements de situation des familles, entraînant des modifications importantes de stratégies de vie, de telle sorte que les individus se trouvent à des places imprévisibles au départ. Les effets en retour de l'augmentation du salariat urbain sur la communauté rurale locale sont également considérés.

MOTS-CLÉS : Mobilité sociale — Paysans — Salariat — Secteur informel — Communauté rurale — Stratégie de vie — Mexique — Indiens.

RESUMEN

*La suerte y el desarrollo.
Estrategias de movilidad social en un pueblo mexicano (1970-1980)*

Una de las mayores consecuencias del desarrollo económico es la redistribución de los campesinos en nuevos puestos sociales. Este proceso se analiza aquí a partir de unas historias de familias rurales mexicanas entre 1970 y 1980. El enfoque sobre el punto de vista de los propios actores campesinos hace resaltar repentinos cambios en su situación social, que producen importantes modificaciones en sus estrategias de vida, de tal modo que los individuos se encuentran al final en puestos sociales imprevisibles respecto a su situación inicial. También se consideran los efectos retroactivos sobre la comunidad rural local del aumento del número de asalariados urbanos.

PALABRAS CLAVES : Movilidad social — Campesinos — Salariado — Sector informal — Comunidad rural — Estrategia de vida — México — Indios.

SUMMARY

*The wheel of fortune and development.
Strategies of social mobility in a mexican village (1970-1980)*

One of the major consequences of economic development is the redistribution of peasant farmers according to new social situations. This process is examined through the journeys of

mexican villagers between 1970 and 1980. The emphasis on the view-point of the peasant actors underlines the harsh changes in family situations which cause such considerable modifications in living behaviour that individuals find themselves in situations unforeseen at the start. The consequences for the local rural community of the increase in the urban salaried class are also considered.

KEY WORDS : Social mobility — Peasant farmers — Wage-earning — Informal sector — Rural community — Life strategies — Mexico — Indians.

L'une des conséquences majeures du développement économique est la redistribution de populations paysannes dans la société et leur affectation à de nouvelles places urbaines ou rurales, ceci est bien connu. L'approche adoptée ici sera d'examiner des phénomènes de mobilité sociale à partir d'un point de vue particulier, qui est celui des acteurs paysans eux-mêmes.

Pour aller vers un tel objectif, le calendrier des recherches revêt une importance capitale. Le procédé retenu fut de prendre pour point de départ une enquête d'ethnographie réalisée en 1969 et 1970 dans un village indien du Mexique et de suivre ce qu'il advenait de ses habitants au cours de la décennie consécutive. Vers le milieu de cette période de dix ans, les premières observations furent élaborées et publiées, ce qui fixa une image socio-économique du point de départ. De cette sorte, en fin de période, les changements ressortirent d'autant mieux qu'ils avaient été imprévisibles lors des premières enquêtes (1). Cette méthode a présenté un avantage considérable : elle a fait prendre un recul certain à l'égard des *reconstructions après coup* de l'histoire des familles, dues tant aux informateurs eux-mêmes qu'à l'observateur. De cette façon, c'est le champ des possibles qui s'ouvraient à un moment donné aux paysans qui se trouve appréhendé, et pas seulement les situations effectivement réalisées. Ceci laisse peu de place à des interprétations étroitement déterministes qu'il est tentant de faire *a posteriori* lorsque l'issue d'une situation est connue.

STRATIFICATION ET MOBILITÉ SOCIALE DES VILLAGEOIS

Le village se situe dans la Sierra de Puebla, région montagneuse de climat tempéré à environ deux cents kilomètres de Mexico. Le chef-lieu dont il dépend, nommé Huauchinango, est tout proche. C'est une petite ville, qui avait environ 15 000 habitants en 1970. Elle est traversée par une bonne route qui conduit à Mexico, à Puebla, et aux villes pétrolières de la côte Atlantique. Ces bonnes communications ne sont pas nouvelles, puisqu'elles furent réalisées dans les années trente. Des lignes d'autocar nombreuses les sillonnent quotidiennement. En résumé, il ne s'agit pas véritablement d'une région isolée qui se serait ouverte récemment à l'extérieur.

Le village lui-même comptait en 1970 environ 1 500 habitants, et en 1980, à peu près 2 000. Tous parlaient la langue nahuatl (ou aztèque) et étaient considérés comme Indiens (2). Beaucoup savaient aussi plus ou moins bien l'espagnol.

La situation en 1970

Au début de l'enquête, les villageois se répartissaient *grosso modo* de la façon suivante, selon les trois grands secteurs : 85 % de la population active travaillait dans l'agriculture, 10 % (au moins) dans le commerce, et 1,5 % dans l'artisanat ou l'industrie (3).

Dans le secteur agricole, on trouvait des *petits exploitants* propriétaires, ou

métayers et fermiers, la plupart combinant d'ailleurs ces diverses formes d'accès à la terre. Les exploitations se situaient sur le terroir communal ou dans ses environs immédiats. Leur taille variait entre 0,5 et 20 hectares, mais les deux tiers d'entre elles avaient moins de 2 hectares et près de 9 sur 10 restaient en dessous de 5 hectares. A ces exploitants, il fallait ajouter un certain nombre de *journaliers agricoles* (ou « paysans sans terre »), qui trouvaient de l'emploi sur place, dans le village. Les plantes cultivées étaient le maïs, destiné avant tout à la consommation familiale même si une partie de la récolte était vendue, ainsi que les légumes à cycle court : piments, « tomates » vertes (*physalis* spp.), choux, coriandre, laitues, radis, etc., destinés aux Halles de Mexico et aux villes de la région. Un des problèmes cruciaux des cultivateurs était, outre l'épuisement des terres, l'accès à des capitaux monétaires indispensables pour la culture (achat d'engrais, de pesticides, et de force de travail, vue l'absence totale de mécanisation). De plus, les aléas étaient nombreux : selon les conditions climatiques, et plus encore selon les variations des cours des légumes, une campagne pouvait se solder par un bon bénéfice, ou au contraire par de lourdes pertes. Ajoutons que l'usage de la monnaie avait envahi presque toute les relations d'échange et de coopération, dans le village comme dans la famille. L'accès à l'argent était donc devenu vital. Endettement et précarité caractérisaient la plupart des exploitations agricoles, même si quelques-unes connaissaient de beaux succès.

Les *commerçants*, quant à eux, avaient des situations plus stables. Tous étaient originaires de la commune et avaient eu l'opportunité de délaisser l'agriculture comme activité principale, tout en conservant leurs terres le plus souvent. Parmi eux, on comptait quelques boutiquiers de village, qui vendaient de l'épicerie et des boissons à leurs voisins. Mais les plus nombreux commercialisaient les produits agricoles locaux, soit sur les foires des environs, soit aux Halles de Mexico. Ces derniers étaient en fait grossistes et transporteurs, ce qui est une position économique favorable, bien entendu. Ils avaient conservé leur domicile rural.

Les *artisans* à temps plein étaient principalement des bouchers et charcutiers qui vendaient leurs produits au chef-lieu ou sur les marchés de la région. Les autres activités artisanales ne faisaient pas l'objet d'un plein temps, mais d'un travail intermittent complémentaire pour des agriculteurs. Les rares salariés des secteurs non-agricoles travaillaient au chef-lieu, tout en résidant dans le village.

L'ensemble des villageois pouvait se diviser en deux groupes socio-économiques : celui des *accumulateurs*, ainsi nommés parce qu'ils parvenaient à élargir leur unité agricole ou commerciale, qu'ils considéraient d'ailleurs comme une petite entreprise familiale ; celui des *subsistants*, tant agriculteurs que journaliers, qui visaient la subsistance de leur famille en reproduisant à peine leur unité ou en travaillant à perte, ou encore en louant leur force de travail.

La mobilité sociale revêtait plusieurs formes. Tout d'abord, il existait indéniablement une *mobilité interne* d'une catégorie villageoise à l'autre, ne s'accompagnant ni d'emploi dans des unités économiques extérieures au village, ni de changement de résidence. Ses formes étaient diverses : quelques cas de passage entre les positions de *subsistants* et d'*accumulateurs* se produisaient parfois, dans l'un ou l'autre sens. Mais la mobilité à l'intérieur de chaque groupe était la plus fréquente. En particulier nombreux étaient les passages de l'état de journalier à celui d'exploitant agricole (4). De même la transformation d'agriculteurs en commerçants, et vice versa, était assez courante. Certes ces changements ne réussissaient pas toujours à perdurer, mais c'était une pratique ancrée chez les villageois que de les tenter. Ces formes de mobilité ne s'accompagnaient d'émigration ni temporaire ni définitive (5).

La *mobilité externe*, c'est-à-dire celle qui impliquait soit de travailler régulièrement dans une unité économique ou une institution extérieure à la communauté locale, soit d'avoir quitté son domicile villageois, concernait peu de personnes et prenait par conséquent l'aspect d'expérience individuelle isolée.

Quelques habitants occupaient des emplois dans la police ou l'armée, dans les services de santé ou dans l'éducation nationale. Tous étaient partis habiter dans des villes plus ou moins proches, notamment dans la capitale. D'autres avaient transféré leur commerce dans un centre urbain. Mis à part certains négociants installés dans le chef-lieu tout proche, ces personnes avaient abandonné la référence à la culture indienne et s'étaient «ladinisées», c'est-à-dire assimilées aux non-Indiens. Ils avaient de fait abandonné les liens avec leur commune d'origine et appréciaient peu ce qui rappelait leur passé indigène. Les quelques salariés travaillant dans le chef-lieu, et revenant quotidiennement au village, restaient intégrés à la vie de leur localité de résidence, ce qui n'allait pas sans poser quelques problèmes pour eux.

En définitive, en 1970, *travailler et résider hors de la commune ou du chef-lieu voisin signifiait abandonner l'identité d'«Indien» et toute participation à la communauté locale.*

Cependant, le faible taux de mobilité externe, à cette époque, ne doit pas laisser supposer qu'il s'agissait d'un choix délibéré de la part des paysans. En effet, certains jeunes hommes cherchaient du travail à l'extérieur pour améliorer le sort de leur famille, mais ils ne trouvaient pas ce qui leur convenait. Plusieurs tentatives, soldées par des échecs, ont été connues au cours de l'enquête. Le scénario en était presque toujours le même : un non-Indien de la ville indiquait un emploi à un jeune villageois, qui l'acceptait, même au prix d'une émigration jusqu'à Mexico. Très peu de temps après, ce dernier renonçait à ce travail, qu'il estimait beaucoup trop mal payé pour le mal qu'il donnait, et rentrait chez lui reprendre sa place dans l'agriculture et dans sa communauté. On peut en conclure que, dès 1970, la mobilité externe paraissait aux villageois une excellente façon d'améliorer réellement le sort de leur famille, mais que l'offre de travail à l'époque ne présentait pas suffisamment d'avantages, comparée à la situation d'agriculteur sur place, et même à celle de journalier. La perspective d'avenir pour eux restait donc de réussir suffisamment comme agriculteurs, soit pour parvenir à une exploitation assurant la subsistance, soit pour devenir accumulateurs, la chance aidant.

La situation en 1980

Le changement de panorama, dix ans après, fut frappant. Outre les couches sociales déjà décrites et qui persistaient dans le village (agriculteurs, commerçants, artisans), une majorité de jeunes hommes mariés, entre 20 et 30 ans, étaient salariés à Mexico. La plupart revenaient au village les fins de semaine, auprès des leurs qu'ils y avaient laissés, sauf quelques familles qui s'étaient installées définitivement dans le chef-lieu ou à Mexico. Tous ceux qui avaient des terres les avaient conservées, soit pour les cultiver eux-mêmes les samedis et dimanches, soit pour les louer à des voisins ou parents agriculteurs.

Les emplois occupés étaient des places de manœuvres dans les travaux publics et le bâtiment, en particulier dans la construction de nouvelles lignes de métro de la capitale. Certains occupaient aussi des emplois dans des *taquerías*, ces petits restaurants de rue très populaires dans la métropole. Un nombre plus réduit étaient ouvriers dans une entreprise industrielle (plastiques, agro-alimentaire).

Dans le chef-lieu, qui entre temps s'était développé, quelques jeunes gens avaient pu s'employer dans la réparation automobile et le commerce, comme salariés.

Pour compléter le tableau, le village avait fourni un contingent plus important qu'auparavant d'instituteurs indiens (*maestros bilingües*), en poste dans les autres villages de langue nahuatl de la zone. Les années soixante-dix ont vu en effet un très grand effort du gouvernement mexicain pour recruter des maîtres et alphabétiser les populations rurales indiennes.

Les raisons de ce passage massif au salariat ne tenaient pas à une aggravation brutale de la condition des agriculteurs — la dégradation était progressive et de plus non linéaire, avec rémissions, dans cette partie de la Sierra —. Elle venait plutôt de changements dans l'offre de travail qui se caractérisaient par l'octroi de salaires d'ouvriers, beaucoup plus élevés que ceux qui étaient proposés dans l'agriculture et qui étaient toujours inférieurs au salaire minimum officiel.

Pour accéder à ces emplois mieux payés, les habitants utilisèrent les rapports de clientélisme traditionnel avec des notables non-Indiens de la ville (*caciques*), pour les travaux publics, le bâtiment, les services, l'automobile, et même l'éducation nationale. Des formes de clientélisme, d'origine plus récente, à l'égard d'institutions comme les syndicats ou les administrations spécialisées dans les affaires indiennes (*Instituto Nacional Indigenista*) jouèrent aussi un rôle certain.

En ce qui concerne l'appartenance à la culture indienne et la participation à la vie communale, l'attitude avait elle aussi nettement changé par rapport à 1970. Il n'y avait plus rejet ni rupture, même si, sur le lieu de travail, les jeunes Indiens s'efforçaient de paraître «ladinisés». Le fossé se creusait pourtant pour une catégorie, celle des instituteurs ruraux, qui adhéraient beaucoup plus profondément aux modèles non-Indiens, en dépit de professions de foi emphatiques sur l'«indianité» courantes dans leur milieu professionnel.

L'apparition dans le village de nombreux salariés modifia beaucoup de choses, et avant tout l'aspect de l'agglomération elle-même, qui s'emplit de maisons en ciment et non plus en planches, comme il était de tradition. L'arrivée des salaires permit en effet à un certain nombre de réaliser des améliorations (ou supposées telles) dans la vie du ménage, en entrant plus avant dans la société de consommation : construction d'une maison en dur, achat d'équipements ménagers divers et de meubles de fabrication industrielle, etc.

D'autres usages de l'argent frais apporté par les salaires revêtent une tout autre signification. Ils reflètent les stratégies économiques de ceux qui voyaient là une occasion de tenter d'investir et de passer dans le groupe des *accumulateurs*. C'était ainsi, le plus souvent, que devait être compris l'achat de véhicules à moteur, voitures ou camionnettes, que leur propriétaire espérait rentabiliser en transportant les voisins ou leurs récoltes. Les capitaux pouvaient aussi servir à l'installation d'une petite boutique dans la localité, que l'épouse gérait pendant que le mari était ouvrier à Mexico.

Enfin, l'argent des salaires ouvrait pour certains l'accès à des formes de petites rentes, immédiates ou en projet. La mise en location des parcelles possédées en toute propriété en est un exemple. Mais la construction d'une maison pouvait avoir également cette signification.

Tels étaient les changements qui s'étaient produits en 1980, à la veille de l'arrivée de la crise au Mexique (1982).

ITINÉRAIRES DE VILLAGEOIS

Pour bien saisir le point de vue des acteurs et les stratégies qu'ils mettent en pratique, lesquelles ne sont pas toujours celles qu'ils formulent ou rêvent, trois histoires familiales vont maintenant être résumées, selon les critères suivants : âge en 1970, résidence, composition de la maisonnée, nombre de ménages budgétaires, patrimoine, origine des ressources, niveau d'études, degré de participation à la vie communale, relations sociales dans la famille étendue, relations «verticales» significatives (6). Les prénoms donnés aux informateurs sont fictifs.

Felipe, ou la fabrication d'un salarié

En 1970, Felipe avait environ 38 ans. Il était marié à une femme du village et avait trois garçons de 5 à 10 ans. La famille occupait une petite maison traditionnelle de planches et de tuiles (forme néolocale de résidence). Les parents des époux vivaient dans leurs propres maisons respectives, situées dans d'autres quartiers.

Felipe, ainsi que son épouse, possédaient quelques parcelles agricoles, plus leur maison, et devaient un jour hériter de quelques autres terrains. L'ensemble constituait un patrimoine de taille moyenne, par rapport à l'ensemble des villageois, et pouvait laisser espérer un passage du niveau d'agriculteur subsistant à celui d'accumulateur.

En fait, en 1970, la situation de Felipe avait déjà commencé une profonde transformation, sans qu'on puisse dire si elle se confirmerait par la suite. Avant cette date, il était passé par diverses places sociales, qu'il racontait volontiers. Initialement, il était agriculteur. Il avait commencé en combinant les emplois de journalier et la culture de ses propres parcelles ou de celles qu'il louait : « *Je ne savais rien faire d'autre que manier la houe. Je ne comprenais pas un mot d'espagnol et je m'enfuyais même quand je voyais une personne de la ville. Mes parents ne m'ont jamais mis à l'école* ».

Mais en fait, comme tant d'autres, il attendait une possibilité de sortir de l'agriculture. A la suite d'une bonne récolte, il investit ses bénéfices dans un petit débit de boisson que tenait son épouse ; « *Ma femme sait vendre et faire du commerce. Il y a des commerçantes dans sa famille* ». Mais il avait dû arrêter l'expérience, en invoquant après coup cette raison : « *Je m'ennivrais tout le temps avec les clients. Je devenais alcoolique et violent* ». Telle fut sa première tentative.

Le second essai fut dans une tout autre direction. Il trouva des emplois temporaires au bourg voisin, comme manœuvre dans la construction, par une filière qui n'a pu être reconstituée. Il fit alors ce que firent bien de ses concitoyens quelques années plus tard, on le verra. Il mit toute son intelligence à observer les métiers du bâtiment, jusqu'à les apprendre, à la faveur de sa présence sur les chantiers. A un moment de sa vie, il avait appris plus ou moins bien l'espagnol. Mais lors de ses emplois périodiques dans la construction, il se rendit compte, dit-il, de la nécessité de savoir lire, pour utiliser les notices, les schémas, les instructions, etc., et contourner de cette façon le monopole du savoir dont se paraient les maîtres d'œuvre et les chefs : « *En réalité, ils ne savent rien de spécial. Ils se contentent de lire ce qui est écrit sur les notices* ». Mais ce salariat trop instable ne lui paraissait pas alors de grand avenir (7).

En effet, en 1970, Felipe n'était plus manœuvre du bâtiment. Il s'était installé à son compte, comme artisan maçon « au noir », après qu'un homme « riche » du village, émigré au chef-lieu, lui eût demandé de lui faire une maison dans la ville. Cette commande se solda par un bénéfice satisfaisant. Un nouveau chantier lui fut ensuite confié par un autre villageois, qui était un guérisseur indien riche et fameux, désireux de placer ses capitaux dans l'immobilier. Il commanda à Felipe la construction d'un petit immeuble de rapport dans le bourg. A cette époque, ceux qui pouvaient faire construire n'étaient pas très nombreux potentiellement, mais ils étaient très à l'aise financièrement. Felipe voyait donc son avenir avec optimisme : il avait du travail et la perspective de bénéfices qu'il pourrait réinvestir d'une façon ou d'une autre, si d'autres commandes tardaient à se présenter. Sa femme restait au foyer, s'occupant seulement du ménage, des enfants et d'une petite basse-cour.

Felipe, on l'a dit, était parvenu à surmonter de lui-même une partie de son analphabétisme. Sa femme, par contre, ne savait ni lire ni écrire et le regrettait vivement. Elle parlait néanmoins assez bien l'espagnol, étant donné qu'elle venait

d'une famille de commerçants. Donner un bagage scolaire aux enfants faisait dès 1970 partie de la stratégie du couple, qui envisageait de leur faire faire si possible des études secondaires au moins. Mais à la maison et dans le village, tout le monde continuait à parler nahuatl et l'épouse portait le costume indien.

Au plan de la vie communale, le nom de Felipe était souvent avancé lorsqu'il s'agissait d'attribuer des responsabilités. Mais il avait réussi jusque là à éviter d'être nommé (8).

Le couple était inséré dans un réseau dense de relations sociales et pouvait trouver des appuis si nécessaire. Du côté familial, l'épouse gardait des liens forts avec sa mère, négociante et émigrée au chef-lieu, et avec ses frères et sœurs également commerçants et vivant au village. Dans les branches collatérales plus éloignées, elle maintenait des relations avec ceux qui résidaient sur place; les autres étaient partis dans les villes de la région, s'étaient assimilés aux non-Indiens, et n'avaient préservé que peu de liens avec leurs origines.

En matière de «relations verticales» avec des non-parents, le ménage était inséré dans le système du parrainage, tant dans le village qu'à l'extérieur. C'est un *compadre* indien qui avait fait la commande d'un immeuble. C'est un *compadre* non-Indien qui jouera plus tard un rôle décisif dans la mobilité sociale de la famille. Parfois, Felipe et son épouse étaient sollicités pour être parrains et occuper la place éminente dans la relation. Mais ils faisaient leur possible pour décliner ces offres, car elles leur paraissaient trop lourdes d'engagements, notamment financiers, vu leur situation économique.

En résumé, le ménage n'était certes pas riche, mais avait un petit patrimoine, des parents relativement aisés, une source de revenus pour subsister, et était bien considéré par le voisinage. Il pouvait espérer atteindre un jour une position économique d'accumulateurs et jouir d'une certaine influence.

Dix ans après, Felipe n'est ni agriculteur, ni commerçant, ni artisan : il est ouvrier maçon dans une grande entreprise d'électricité. Il ne vit plus dans le village, mais à Mexico où il se construit une maisonnette dans la banlieue nord. Sa femme et ses fils l'ont rejoint dans la capitale.

Que s'était-il passé? Qu'était-il advenu de son activité d'artisan maçon? Il termina la construction du petit immeuble urbain dont nous avons parlé plus haut. Mais le commanditaire se révéla mauvais payeur, et Felipe se retrouva sans argent et de plus brouillé avec son client, homme fort influent dans la localité.

Il se tourna alors une nouvelle fois vers le salariat, mais cette fois-ci avec l'idée d'y rester si possible. Un de ses compadres non-Indiens était employé dans une usine hydroélectrique de la région et Felipe lui demanda son aide. Au terme de nombreuses démarches, qui durèrent de longs mois, il obtint une embauche comme manœuvre temporaire dans les constructions de la compagnie. Ce fut une période difficile, où se succédèrent travail et chômage, et où se posèrent des problèmes d'organisation de la vie privée et de participation à la vie communale, vu l'éloignement de certains chantiers. Les embauches, d'abord espacées, se firent plus fréquentes, et il devint envisageable pour Felipe de tenter de concrétiser sa nouvelle stratégie : il voulait, si possible, devenir ouvrier permanent et statutaire. Pour cela, il fallait accepter tous les chantiers, et économiser une importante somme d'argent à remettre au syndicat pour «acheter la place», le moment venu (9).

Le travail l'emmena de façon régulière à Mexico, et il put être titularisé. Il continua à venir passer toutes les fins de semaines avec sa femme et ses enfants restés au village. Cependant sa santé commença à se ressentir des mauvaises conditions de vie et d'hygiène qu'il subissait pendant ses séjours hebdomadaires à la capitale. Il tomba une fois sérieusement malade, suite à l'absorption de nourriture de très mauvaise qualité. Il lui sembla alors que la meilleure solution était d'emmener avec lui tous les siens. C'est ainsi que, son statut de titulaire permettant d'acheter bon marché un lot à bâtir dans la banlieue, il entreprit d'amasser un nouveau pécule. Sa famille le rejoignit quand il eut son terrain, et

qu'il y eut construit un sommaire édifice de planches et de moellons. La maison, au village, fut louée, ainsi que les parcelles agricoles.

La stratégie de Felipe est maintenant orientée tout entière vers le salariat, au contraire de ce qu'elle avait été pendant des années. C'est comme salariés, de préférence dans la compagnie d'électricité, qu'il voit l'avenir de ses garçons : *« Mon fils aîné, qui a 20 ans, a voulu arrêter ses études secondaires, et a d'abord trouvé un emploi d'instituteur « bilingue ». Mais il n'a pas supporté la vie dans les hameaux isolés, et un jour je l'ai vu arriver. Il n'a été maître d'école que pendant un an. Il a ensuite vécu avec nous, à Mexico, sur ses petites économies. Quand il n'a plus eu d'argent, il a fait des petits boulots, de-ci de-là. Il trainait. J'ai insisté pour qu'il se décide à économiser de quoi acheter un poste au syndicat de la compagnie. Finalement, il a trouvé du travail dans une usine de plastique. Celui lui plaît et il y reste pour économiser. Mon deuxième fils est en secondaire (preparatoria) et voudrait devenir instituteur. Le dernier étudie l'électricité pour entrer à la compagnie comme électricien ».*

Felipe explique également sa stratégie du salariat par contraste avec celle d'autres compatriotes : *« Aujourd'hui, beaucoup d'hommes du village travaillent à Mexico. Mais certains ne viennent pas régulièrement. Quand ils ont assez d'argent, ou qu'ils en ont marre, ils ne se présentent pas le lundi matin au travail. De cette façon, ils ne vont arriver à rien... ».*

Dans le nouveau contexte d'emplois à Mexico, la rupture avec la communauté locale d'origine ne se produit plus de la façon radicale qu'on observait en 1970. Felipe, son épouse et ses fils reviennent souvent au village lors des « ponts », des vacances, et pour les grandes fêtes locales. Ils acceptent maintenant volontiers le parrainage d'enfants. Bien plus, le fils aîné a pris femme dans la commune, et il fut même le premier migrant à faire la cérémonie du mariage dans l'église du village. Les jeunes filles inventèrent d'ailleurs à cette occasion une nouvelle coutume, en lui faisant une haie d'honneur.

À Mexico, la famille parle le nahuatl dans l'intimité. Mais vis-à-vis de l'extérieur, ses membres effacent les signes trop évidents d'indianité. À 43 ans, l'épouse de Felipe a abandonné son costume indien et a coupé ses tresses traditionnelles. Sa très jeune belle-fille, qui loge chez elle en patrilocalité, a fait de même. Seules les parentes d'âge mûr qui viennent en visite arborent le beau costume nahua dans cette banlieue pauvre de Mexico.

Juan, ou la formation d'une unité artisanale « informelle »

En 1970, Juan avait environ 20 ans. C'était un paysan sans terres. Il avait épousé une jeune fille du village, venant comme lui d'une famille très pauvre et sans terres. Le jeune ménage avait un bébé. Il vivait dans la maison de ses parents, en patrilocalité comme les Nahuas ont coutume de le faire au début du mariage. La petite maison de planches avait été séparée en deux pièces pour l'occasion, chaque couple marié et ses enfants en occupant une. Comme la sœur de Juan, une fillette de 11 ans, vivait avec ses parents, la maisonnée comprenait en tout six personnes.

Les budgets des deux couples étaient distincts, et cela était matérialisé par l'installation de deux coins pour la cuisine, celui de la mère et celui de l'épouse. Néanmoins, pour les ressources obtenues en commun, il y avait bourse commune. Ces pratiques sont très fréquentes dans les populations indiennes de cette région.

Le patrimoine était des plus réduits; aucun membre de la maisonnée ne possédait de parcelles agricoles. Seule la mère de Juan était propriétaire par héritage de la petite maison et de la cour environnante.

Pour subsister, les quatre adultes recouraient à divers expédients. Juan travaillait de temps à autre comme journalier agricole chez l'un ou l'autre de ses voisins. Mais ces emplois étaient très intermittents. Parfois, avec son vieux père, il

faisait le bûcheron pour le compte de villageois qui avaient besoin de bois de chauffage. Sa jeune femme se consacrait à élever son enfant et à s'occuper des tâches domestiques. Il arrivait de temps en temps qu'elle brode une blouse à façon pour une voisine, mais cela était peu fréquent. Les revenus les plus réguliers étaient obtenus par la mère qui assurait les repas des cinq instituteurs, qui restaient au village pendant les jours de semaine en époque de classes. C'est elle aussi qui se débrouillait pour obtenir dans le voisinage de petits prêts en argent ou des produits alimentaires à crédit.

C'est encore la mère qui était le pivot des relations sociales « verticales » qui pouvaient être utiles. Comme cantinière des instituteurs, elle avait tout naturellement des rapports privilégiés avec eux. Le fait que Juan et sa sœur aient fait tous deux des études primaires complètes et appris l'espagnol n'était pas sans rapport avec le souci de leur mère d'être bien vue de ses clients. Elle cultivait également ses liens de *compadrazgo* avec le riche guérisseur dont il a déjà été question.

Au plan de la vie communale, le père de Juan était considéré comme quelqu'un de peu capable et on ne lui avait jamais confié de charges de quelque importance. Par contre, son fils commençait une carrière normale selon les critères locaux : d'abord sacristain, puis membre de l'équipe de basket-ball créée par les instituteurs, il était destiné à passer peu à peu à des responsabilités un peu plus hautes.

Pour compléter le tableau, signalons que l'épouse de Juan était illettrée et parlait très peu d'espagnol. Elle portait, ainsi que sa belle-mère et presque toutes les femmes et les jeunes filles, le costume traditionnel nahua.

Comment Juan voyait-il son avenir à ce moment-là ? Au contraire de la plupart des jeunes gens de sa génération, il n'envisageait pas sérieusement d'entreprendre une carrière d'agriculteur. Certes il aurait pu, comme d'autres le faisaient, prendre une parcelle en métayage pour commencer. Mais il avait peu de chance de trouver les prêts en argent nécessaires aux investissements, car sa famille avait la réputation de ne pas rembourser ses dettes, et sa pauvreté ne lui permettait pas de présenter une quelconque garantie. Ici comme ailleurs, on ne prête qu'à ceux qui ont déjà quelque chose.

Juan ne se considérait pas non plus comme un journalier professionnel : pour lui, ces emplois n'étaient que des pis-aller, mal payés pour la peine qu'ils donnaient. Aussi ne louait-il ses bras que lorsque le besoin d'argent était plus pressant que de coutume, ou lorsque venait la saison des travaux des champs les mieux rémunérés, qui se trouvaient être en même temps les moins durs.

La seule stratégie qui lui paraissait possible alors était cependant bien celle du salariat, mais non pas dans l'agriculture. Il cherchait sans succès des emplois au chef-lieu voisin, et même plus loin, à Mexico. Une fois, il crut trouver du travail dans une fabrique artisanale de *tortillas*, dans la capitale. Au bout d'une semaine, il revint au village, disant que ceux qui l'avaient embauché l'avaient trompé et ne lui avaient pas payé son dû.

Son attitude vis-à-vis du travail, et particulièrement à l'égard de l'agriculture, le faisait mal juger par ses voisins, qui, eux, avaient choisi de tenter de survivre ou de s'enrichir en cultivant la terre. Son père et lui étaient traités de paresseux, et presque de parasites : « *Ces gens-là ne travaillent pas*, disait-on. *De temps en temps ils font du bois, ce qui n'est pas grand-chose. Pourtant ici il y a du travail toute l'année dans les champs. Tout pousse bien. C'est la mère qui fait vivre toute la famille. Mais elle emprunte toujours et ne rend jamais.* » Les perspectives pour Juan, en 1970, n'étaient pas très encourageantes : une vie précaire de journalier, en attendant une hypothétique embauche dans l'industrie ou les services dans une ville.

Or cet avenir vraisemblable, ces jugements des voisins, et la stratégie même de Juan à cette époque se trouvèrent complètement renversés, dix ans plus tard. En 1980, nous le trouvons installé dans le chef-lieu avec sa femme et ses enfants.

Il n'est pas salarié, comme il le rêvait autrefois. Bien mieux, il est à la tête d'une petite entreprise artisanale de maçonnerie et ses carnets de commande sont bien remplis : beaucoup de gens de son village lui font construire leur maison en dur. Lui-même est propriétaire de son logement en ville.

Comment un tel changement s'est-il réalisé ? Pourquoi réussit-il là où Felipe avait auparavant échoué ? Cela commença par un emploi temporaire de manœuvre dans les travaux publics du chef-lieu, qu'il obtint sur recommandation du directeur non-Indien de l'école du village. Avec la croissance de la petite ville et le développement subséquent de la voirie et des aménagements urbains, qui eut lieu au cours de cette décennie, d'autres occasions d'embauche se présentèrent.

Nous savons déjà que, pour les paysans indiens, ces emplois signifient toucher le salaire minimum officiel, qui n'est pas loin du double de ce qui est payé aux journaliers agricoles. Nous savons aussi que cela veut dire bien plus encore pour eux : c'est l'occasion d'acquérir des connaissances techniques et des habiletés beaucoup plus vendables sur le marché du travail que celles des paysans. Le bas niveau de qualification des tâches confiées à Juan (creuser avec pelles et pioches, transporter des sacs de ciments, etc.) ne l'empêchèrent pas d'observer minutieusement comment s'y prenaient les ouvriers des différents métiers du bâtiment. A ce stade, l'histoire de Felipe se répétait.

Au bout de deux ou trois ans, il se sentit capable de bâtir des maisons en dur et il se trouva prêt au moment même où le marché de la construction s'ouvrait dans son village d'origine. A la différence de ce qui se passait plusieurs années auparavant, les clients potentiels n'étaient pas seulement quelques personnes exceptionnellement aisées, mais un nombre plus important de villageois : pour certains, la combinaison entre salaire et agriculture avait permis d'accumuler de quoi se faire construire une habitation neuve ; pour d'autres, la possibilité d'agrandir les exploitations par location des terres des salariés avait multiplié les bénéfices agricoles. La conjoncture ayant rapidement changé, il réussit là où Felipe avait échoué.

Aujourd'hui, Juan est considéré amicalement comme un « richard » par ses compatriotes. Dans sa nouvelle vie au bourg, il s'efforce de s'assimiler extérieurement aux non-Indiens, mais il garde des relations très étroites avec son village. Sa femme a adopté le costume occidental et, elle qui à 18 ans ne parlait que le nahuatl, se fait maintenant un point d'honneur de n'utiliser que l'espagnol dans la rue ou en public. Mais en famille, ils parlent le nahuatl et, bien que ne vivant plus sur place, ils participent à tous les événements importants de leur commune d'origine.

La situation des autres membres de la maisonnée a elle aussi changé. Les parents de Juan sont installés en ville, et sont devenus concierges dans le petit immeuble de rapport du riche guérisseur, que nous avons mentionné. La jeune sœur a épousé un maître d'école d'origine indienne, d'un autre village que le sien, et a un bébé. « *Mon gendre n'est pas un maestro bilingüe, mais un instituteur dépendant de l'État fédéral, dit avec fierté la mère de Juan. Ainsi il est sûr d'être un jour nommé en ville et de ne pas passer sa vie dans des petits hameaux.* »

La mère du Juan a conservé son costume indien, mais son père, qui, dix ans auparavant, était un des rares hommes à porter encore le traditionnel « *calzon* », s'est changé pour le pantalon moderne, malgré son âge certain. La jeune sœur a opté résolument pour une mise à l'occidentale. En résumé, dans la famille, ceux qui sont nés dans le village ont adopté des compromis variables entre leur ancienne identité d'Indiens ruraux et leur nouvelle situation d'urbains. Mais on a pu observer que les jeunes enfants sont élevés pour s'assimiler aux non-Indiens.

Hermelindo, ou la stratégie de la production marchande

En 1970, Hermelindo avait 47 ans à peu près. Des années auparavant il avait épousé la fille d'un artisan boucher du village, qui lui avait donné huit enfants.

L'aînée avait alors 22 ans, les trois plus âgés étant des filles nubiles. Le couple vivait dans sa propre maison, qui jouxtait celles des frères et de la mère de Hermelindo. C'est une forme de résidence que l'on peut désigner comme une patrilocalité de voisinage, où chaque famille nucléaire a son logement distinct, mais où toutes les maisonnées parentes en ligne masculine sont regroupées sur le même terrain. C'est la forme la plus traditionnelle de résidence chez les Nahuas. Dans cette configuration, les budgets des ménages sont séparés les uns des autres.

Le logement abritait deux unités budgétaires : celle des parents, et celle d'une de leur fille qui avait été abandonnée par son mari, après avoir eu un bébé. Elle vivait avec son enfant chez ses parents, mais elle gérait de façon séparée les ressources qu'elle obtenait hors du travail en commun avec les autres membres de la maisonnée.

Le ménage possédait sa maison et des parcelles agricoles, tant du côté du père que de la mère, et il devait hériter plus tard de quelques ares supplémentaires. Il appartenait à la couche subsistante, mais la taille moyenne de l'exploitation permettait de tenter un passage dans la couche des accumulateurs, au moyen de l'agriculture. C'est du moins ce que laissait présager les bons bénéfices tirés en 1970 de la récolte de piment. La nombreuse main-d'œuvre familiale constituait une condition favorable, ainsi que l'appartenance de l'épouse à une famille assez aisée qui pouvait fournir quelques appuis financiers complémentaires. Aussi Hermelindo tenta-t-il d'élargir son exploitation en prenant des parcelles supplémentaires en métayage. Il loua un pré appartenant à un non-Indien de la ville, et patiemment, avec l'aide de son fils aîné âgé alors de 14 ans, il le défricha à la houe et le mit en culture.

Mais les années suivantes la chance tourna et les campagnes agricoles se soldèrent par de lourdes pertes. Hermelindo continua pourtant de cultiver la terre, mais avec le seul espoir de subsister. Il développa de plus un net penchant pour l'alcool, ce qui n'est sans doute pas sans rapport avec ses déboires financiers.

Les femmes de la famille, qui en temps normal aidaient aux champs et se partageaient les tâches domestiques, prirent l'initiative pour améliorer les revenus de la maisonnée. Tout en continuant à participer aux travaux agricoles, elle essayèrent avec succès de développer une petite production artisanale de nourriture préparée (*tamales*, sorte de pâtés de maïs) qu'elles allaient vendre sur le marché du chef-lieu. Les bénéfices servaient à assurer les dépenses courantes du ménage. Tous les membres de la maisonnée concouraient d'une manière ou d'une autre à cette production.

Les parents et les filles aînées étaient illettrés. Mais ils parlaient tous plus ou moins bien l'espagnol. Par contre les enfants plus jeunes, garçons ou filles, fréquentaient l'école. Il résulta que les cadets seuls reçurent une éducation scolaire. Rien ne permet de dire que cette discrimination ait été véritablement voulue par les parents. Elle provient plutôt de ce que l'intérêt de la scolarisation leur apparut trop tard pour que les aînées puisse en bénéficier. En effet, dans la logique des exploitations agricoles subsistantes de 1970, les études étaient vues comme une perte de temps retardant la prise de responsabilité d'adulte productif, et les connaissances scolaires paraissaient inutiles pour qui était destiné à passer sa vie dans un village et cultiver la terre. De plus, pour Hermelindo alors en difficulté, les filles adultes étaient plus utiles comme force de travail agricole et domestique que dans tout autre occupation. C'est même l'aide qu'elles apportaient qui favorisait la scolarisation des cadets.

Dans la communauté, Hermelindo n'avait pas eu de charges de haut niveau, et il n'avait guère de chance d'en avoir à partir du moment où il s'enivra avec fréquence.

Les relations sociales utiles dont le ménage disposait étaient surtout à base familiale : les frères d'Hermelindo pour l'entraide quotidienne et agricole ; les parents de son épouse, pour les cadeaux de nourriture et le petit crédit. Par

comparaison, les liens de parrainage entretenus étaient considérés comme de simples compléments et n'étaient pas porteurs d'espoirs sociaux et économiques importants. Le couple n'avait pas développé non plus de rapports de clientélisme avec des notables de la ville ou du village.

Les efforts du ménage étaient tout entiers tournés vers la production marchande, agricole ou artisanale. Les membres de la maisonnée adhéraient au modèle dominant dans leur village, en ne voyant leur avenir que comme agriculteurs ou commerçants. La stratégie qui en découlait consistait à fixer dans l'unité le maximum de force de travail familiale.

En 1980, après qu'une décennie se fut écoulée, la situation de la famille avait évolué, mais sans bouleversement. Hermelindo était toujours agriculteur de subsistance, et une de ses filles continuait à vendre des *tamales* au chef-lieu. Mais son épouse avait pu élargir ses activités : elle tenait un petit commerce permanent de légumes dans le marché couvert de la ville. L'unité familiale combinait donc de façon relativement stable deux formes de production marchande, l'une agricole, l'autre artisanale, et il s'y ajoutait un petit commerce de détail. Elle ne s'était pas enrichie, mais avait enrayeré la chute amorcée lors des échecs agricoles qui ont été évoqués plus haut.

Mais d'autres changements étaient intervenus. Ils ne venaient pas des développements de l'économie familiale, mais de ceux du cycle de vie, qui modifie au cours du temps les charges de famille d'une part, et d'autre part la quantité de force de travail disponible.

En 1980, les enfants avaient grandi, et l'épouse de Hermelindo avait eu un neuvième rejeton. Trois autres enfants étaient d'âge scolaire. Les autres étaient tous adultes et nous allons considérer leurs situations.

La fille aînée était toujours célibataire, et vu les coutumes locales de mariage précoce, elle était destinée à le rester toute sa vie. C'est elle qui assurait la vente des *tamales* au marché, entre autres activités. En fait, elle fournissait une main-d'œuvre gratuite à la maisonnée.

Trois autres filles s'étaient mariées et toutes avaient des enfants. Deux d'entre elles avaient épousé des jeunes gens du village, ayant un peu de terre agricole. Elle vivaient en patrilocalité dans leurs belles-familles respectives, ce qui est la forme fréquente de résidence pour les jeunes ménages. Les ressources provenaient surtout du travail de leurs époux, qui tous deux combinaient le salariat dans le creusement du métro de Mexico pendant la semaine, et l'agriculture pendant les week-ends.

La troisième fille, celle qui avait autrefois été abandonnée par son mari, avait pu se remarier avec un journalier indien très pauvre et sans terres, originaire d'un village des environs. Elle avait avec lui un second enfant. Le couple vivait en matrilocalité, c'est-à-dire dans la maison d'Hermelindo, lequel avait gagné de cette façon des bras supplémentaires pour certaines productions agricoles en commun. Le jeune ménage avait cependant des revenus séparés réguliers qui provenaient de plusieurs sources : l'épouse, comme sa sœur célibataire, faisait des *tamales* et les vendait en ville ; le mari travaillait dans la construction du métro, comme ses beaux-frères, et avait pris en location une petite parcelle agricole. Le couple était parvenu à ce moment-là au point où il pouvait se séparer complètement de celui des parents, et il se faisait faire une petite maison de planche indépendante à côté de celle de Hermelindo.

Bien que les maris de ces trois filles aient été manœuvres à Mexico, aucun n'envisageait à ce moment-là d'émigrer, et leur objectif à tous semblait la stabilisation et l'élargissement de leurs exploitations agricoles grâce aux rentrées d'argent des salaires. Ils avaient d'ailleurs essayé de faire bénéficier Hermelindo de ce pactole en le faisant embaucher avec eux. Mais celui-ci, à 57 ans, n'avait pas pu soutenir le rythme du travail sur le chantier, et avait renoncé au bout d'une semaine.

Le fils aîné, maintenant âgé de 24 ans, avait pris pour femme la fille d'un

boutiquier aisé du village. Il vivait chez son beau-père, en matrilocalité, comme les Nahuas le font quand la famille de l'épouse est nettement plus riche que celle du mari. Il se consacrait à l'agriculture, et n'envisageait pas à ce moment-là de chercher du travail salarié. Il visait un passage dans la couche accumulatrice, non seulement par l'investissement dans l'agriculture mais également dans les transports, ce qui avait en son temps réussi à d'autres. C'est pourquoi il avait acheté un mulet qu'il louait à ses voisins. Il espérait accéder un jour aux véhicules à moteur, et dans cette idée, il s'évertuait à apprendre tout seul à conduire. Pour cela, il ne montait jamais dans un autocar ou un camion sans se placer à côté du chauffeur pour observer attentivement comment celui-ci faisait.

Le fils et les trois gendres d'Hermelindo participaient à la vie communale et assumaient des charges correspondant à leur âge. Ceux qui étaient salariés les accomplissaient en fin de semaine, en plus de leurs travaux agricoles.

Il est intéressant de noter que la condition matérielle des migrants hebdomadaires à Mexico s'étaient améliorée depuis l'époque où Felipe inaugurait ce mode de vie. Le fait que les jeunes villageois soient nombreux à partir leur permet de s'organiser dans la capitale. La forme la plus fréquente était la location d'une chambre en commun par un groupe de frères ou de beaux-frères, avec arrangement collectif pour la nourriture. En conséquence, la pression pour l'émigration définitive n'était pas aussi forte, et rien ne les obligeait à choisir rapidement entre la stratégie de salariat et celle d'agriculture.

LA COLLECTIVITÉ LOCALE DEVANT LA MOBILITÉ SOCIALE

L'organisation communale

Au Mexique, l'organisation communale repose aujourd'hui avant tout sur le statut de *vecino*, c'est-à-dire de citoyen d'une localité (*pueblo* ou *municipio*, qui sont deux catégories administratives distinctes). L'appartenance est fondée légalement sur la résidence dans la commune depuis un temps donné. Dans le village étudié ici, ce critère légal correspondait, avec quelques adaptations de détail, aux coutumes et pratiques de 1970.

Les *vecinos* participent aux assemblées générales de village et aux élections municipales. Ils fournissent des prestations diverses à la collectivité locale. Les hommes sont tenus de remplir les charges communales rotatives, s'ils sont désignés. La commune perçoit ce qu'il faut bien appeler des impôts, même s'ils ne sont pas reconnus expressément comme tels :

— des *impôts en argent*, qu'on appelle avec euphémisme *cooperación*, en espagnol. Ils sont perçus sur tous les ménages pour des usages précis. Une autre forme coutumière d'impôt concernait autrefois les responsables d'une haute charge communale : ils étaient contraints à des dépenses somptuaires lors des fêtes, et ils pouvaient en sortir ruinés. On désignait évidemment à ces charges des gens aisés ;

— des *impôts en travail*, ou corvées communales, dites *faenas*. Elles sont levées elles aussi pour des travaux précis, sur tous les hommes qui n'ont pas de charge communale. Elles ont lieu généralement le dimanche ;

— des *impôts en temps*, prélevés sur ceux qui ont des charges communales. Ceux-ci sont en effet censés avoir une grande disponibilité pour les affaires de la collectivité. C'est en quelque sorte un service obligatoire prêté à titre gratuit.

Cette organisation est héritière des systèmes européens de l'Ancien Régime. Dans la région qui nous occupe, comme partout au Mexique, les habitants considèrent cette forme de démocratie communale comme la seule possible. Elle va d'ailleurs tellement de soi qu'elle est en permanence réinventée lors des

expériences actuelles de peuplement de zones désertiques ou forestières vides. Mais, quand certaines exigences se développent, elle peut devenir un poids considérable pour les citoyens. En effet des difficultés de fonctionnement surgissent devant les transformations économiques et sociales contemporaines. Leur rapide examen donnera tout leur sens à certaines notations ethnographiques dans les histoires de vie précédentes.

Contradictions entre la commune et ses citoyens, de 1970 à 1980

Une première contradiction qui se développa se trouvait entre l'impôt en argent d'une part, et les revenus monétaires des agriculteurs subsistants et journaliers d'autre part. Au cours des années soixante et soixante-dix, la contribution financière communale, pour les œuvres d'infrastructures et de services publics, connut une augmentation sans précédent : écoles, électricité, eau potable, voirie, etc. L'entretien et le fonctionnement de ces équipements engendrèrent d'autres frais obligatoires, que les subsistants eurent souvent du mal à assumer, car ils grêvaient leurs maigres ressources monétaires et pouvaient compromettre la reproduction de certaines petites exploitations agricoles. Le moyen employé par quelques-uns pour s'y soustraire fut de partir résider ailleurs, en ville notamment, en abandonnant alors la stratégie d'agriculteur. Certes, ce n'était pas la seule raison de ces départs, mais elle constituait, disaient-ils, un avantage supplémentaire à l'émigration. Le cas des parents de Juan est à cet égard typique.

Une deuxième contradiction se trouvait entre les dépenses somptuaires obligatoires et les exigences de l'investissement dans l'agriculture ou le commerce. Le groupe des accumulateurs, particulièrement concerné, imposa la disparition de cette coutume (10).

Une troisième difficulté vint de la contradiction entre la corvée communale et le temps de travail ou de repos. Ce mode de prélèvement connut lui aussi une grande expansion ces vingt dernières années, en particulier parce que l'État central en fit grand usage pour installer des infrastructures. De bi ou triannuelle autrefois, la corvée devint quasi hebdomadaire. Pour y échapper, il fallait payer une amende en argent. Cette solution n'était à la portée que de certaines catégories sociales villageoises, et non de tous. Les personnes qui avaient des liquidités (accumulateurs et salariés ouvriers) pouvaient y recourir. C'est ce que faisait par exemple Felipe pour pouvoir garder un temps de repos le dimanche. Les autres villageois, agriculteurs subsistants et journaliers agricoles, n'avaient pas aussi régulièrement la possibilité de payer l'amende qui dispense de la corvée.

La quatrième question est celle de la disponibilité des détenteurs de charges. Elle a toujours été contraignante, comme en témoignent les nombreuses études ethnographiques sur le Mexique. Mais elle demeurerait dans des limites acceptables lorsque les personnes désignées avaient, dans leur vie personnelle, la maîtrise de l'organisation de leur temps de travail (agriculteurs, et même journaliers). Elle devint un vrai problème lorsque se développèrent de nouvelles occupations, dont l'organisation temporelle échappait aux villageois : commerce forain, et surtout salariat ouvrier et urbain. C'est le moyen même d'existence des familles qui pouvait être mis en péril par l'attribution d'une responsabilité communale. Cette difficulté concerne aujourd'hui un nombre accru de ménages, car les charges de niveau hiérarchique moyen se sont multipliées sous l'effet des demandes des organismes d'État. Sans cesse les administrateurs créent de nouveaux comités communaux spécialisés, et les fonctionnaires tendent à exiger de plus en plus de services des responsables. Les premiers migrants hebdomadaires, comme Felipe, ne furent pas nommés à des charges importantes pour cause de disponibilité insuffisante. Mais en fait aucune solution collective n'a encore été trouvée, à

moins de considérer comme telle la pratique relativement courante de malversations financières, qui feraient alors figure d'indemnités.

Ainsi, avec le développement d'activités diversifiées et notamment du salariat ouvrier à Mexico, le groupe local s'est trouvé interpellé. En effet, le risque est grand de voir un jour partir définitivement les actifs jeunes, puisqu'ils ne dépendent plus exclusivement de la terre pour vivre. La stratégie, aujourd'hui dominante, de s'établir dans l'agriculture ou le commerce pourrait être remplacée par celle du salariat. S'ils émigrent, ce sont aussi leurs gains qui tôt ou tard ne s'investiront plus dans la commune, et ceci justement quand la monnaie afflue comme jamais auparavant.

C'est peut-être une crainte latente de cette sorte qui, en 1980, poussa les villageois à réformer certaines institutions locales. En effet, les migrants hebdomadaires restèrent *vecinos* du village, mais leur nombre, devenu élevé, ne permettait plus qu'on les dispense d'être nommés à des charges. L'absence, cinq jours sur sept, n'était plus considérée comme une excuse valable et ils durent assumer des charges pendant les fins de semaine, comme par exemple les gendres d'Hermelindo.

Mais la commune agit aussi d'une autre manière pour fixer les natifs de l'endroit et ce qu'ils représentaient au plan financier. Elle chercha des moyens de renforcer les liens sociaux et symboliques, non seulement avec les migrants hebdomadaires, mais avec les émigrés définitifs. C'était une grande nouveauté car jusque là, nous l'avons dit, ceux qui avaient adopté un domicile urbain se coupaient de leur commune d'origine et abandonnaient le plus souvent l'identité d'Indien qui y était attachée. En 1980, les responsables instaurèrent une nouvelle coutume : ils donnèrent un renouveau à la fête patronale, qui avait décliné par suite de l'abandon des dépenses somptuaires obligatoires évoquées plus haut. Les frais n'étaient plus à la charge de quelques hauts dignitaires, mais à celle de nombreux cotisants volontaires. Mais le plus remarquable fut de demander une participation financière à ceux qui avaient émigré définitivement, tels Juan et Felipe.

Les causes de la mobilité sociale, surtout sous ses aspects d'urbanisation et de prolétarianisation, sont souvent attribuées à quelques motivations assez sommairement définies (fascination de la ville ou *espejismo*, misère paysanne). L'examen des points de vue et des pratiques des acteurs paysans, avant que la mobilité se produise, fait ressortir, dans l'exemple étudié, plusieurs principes moteurs :

— les exigences spécifiques des exploitations agricoles (en l'occurrence la nécessité de monnaie);

— l'estimation des bénéfices relatifs du travail en milieu rural ou en milieu urbain, à un moment donné. La comparaison n'est pas nécessairement à l'avantage du travail salarié en ville. Mais cela peut changer rapidement sous l'effet de la conjoncture, comme l'illustre bien l'importante variation du comportement des villageois entre 1970 et 1980;

— les stratégies individuelles, qui ne s'appréhendent ni en décrivant la place de quelqu'un dans les catégories socio-professionnelles à un moment donné, ni en analysant le discours qu'il tient à ce sujet. A partir des histoires familiales observées sur une longue période, nous avons vu que le salariat pouvait ne pas être une fin en soi, mais être subordonné à un tout autre objet; nous avons observé aussi que des virages et des retournements de stratégies pouvaient se produire. La conjoncture joue là aussi tout son rôle.

Les changements de situation des individus, quand ils se répètent affectent le fonctionnement de la collectivité locale, qui se voit contrainte à reconsidérer certaines de ses institutions et coutumes. De proche en proche, ce n'est plus seulement la situation économique locale qui se transforme, mais aussi l'organisation collective et même les représentations de l'identité culturelle.

Sous l'histoire de chacun, et sous ce qu'il perçoit comme sa *suerte*, sa fortune, sa chance, on voit à l'œuvre les grands processus de transformation d'un pays et la manière dont les individus se retrouvent finalement distribués à des places sociales qui n'étaient pas toujours prévisibles.

Manuscrit accepté par le Comité de Rédaction le 14 octobre 1986

Notes

- (1) Le premier séjour, de dix-huit mois, visait une monographie sur les thèmes les plus divers, avec emploi, entre autres, de la méthode « participante » (résidence sur place de longue durée et apprentissage de la langue locale, en l'occurrence le nahuatl). Deux enquêtes supplémentaires furent effectuées en 1973 et 1974, durant environ quatre mois au total, pour approfondir les aspects socio-économiques. Peu de changements furent observés par rapport à la situation en 1970. Les résultats sont publiés dans CHAMOUX (M.-N.), 1981. — Indiens de la Sierra. La communauté paysanne au Mexique. L'Harmattan, Paris. Un retour sur le terrain, effectué en 1979 et 1980, de trois mois environ, permit d'enregistrer de très nettes transformations, avec le développement massif du salariat en ville, à une échelle inconnue jusque-là dans le village.
- (2) Le terme d'Indiens, au Mexique, désigne les populations qui parlent une langue maternelle d'origine amérindienne, et qui conservent en même temps quelques signes culturels distinctifs. Ces coutumes peuvent d'ailleurs fort bien ne pas provenir du passé précolombien, mais de la période de la Colonie espagnole, ce qui n'empêche pas qu'on les perçoive comme « indigènes ». Les non-Indiens, désignés selon les régions comme *ladinos*, *mestizos*, *gente de rason*, etc., parlent l'espagnol et participent de la culture créole, quel que soit leur type racial. D'une façon générale, les Indiens sont considérés comme la catégorie sociale inférieure. Sous certaines conditions de mobilité spatiale, sociale et culturelle, un Indien peut devenir un non-Indien.
- (3) Pour tous les détails sur la situation et les problèmes des paysans en 1970, se reporter à l'ouvrage cité dans la note 1.
- (4) Ce phénomène est dû en partie mais pas uniquement au *cycle de développement des unités domestiques*, c'est-à-dire aux variations habituelles de richesse des familles nucléaires au cours du temps.
- (5) Les déplacements professionnels qui interviennent dans certaines étapes de l'agriculture ou du commerce ne sont évidemment pas considérés comme une émigration.
- (6) On entend par relations « verticales » celles qui sont nouées hors de la famille avec des personnes de strates sociales supérieures ou inférieures. Ces relations comprennent en particulier les liens de *compadrazgo*, établis par parrainage des enfants et qui sont souvent dénommés « parenté rituelle » par les anthropologues. Elles comprennent aussi les rapports de clientélisme à l'égard de notables ou d'institutions.
- (7) Sur l'entraînement des Indiens à l'observation des techniques, voir CHAMOUX (M.-N.). — Apprendre autrement in Demain l'artisanat?
- (8) L'organisation communale, tant légale que coutumière, est fondée sur une rotation obligatoire de charges hiérarchisées entre les hommes membres de la commune. Selon les charges, civiles ou religieuses, le mode de désignation des titulaires varie (cooptation, désignation d'office, élection), ainsi que la durée du mandat.

- (9) Rappelons qu'au Mexique les syndicats des grandes entreprises ont le monopole de l'embauche et font verser un « droit d'entrée » et diverses commissions aux postulants. A titre d'exemple, en 1980, il fallait verser 20 000 pesos pour entrer à la compagnie d'électricité, soit plusieurs mois de salaire minimum officiel.
- (10) Voir CHAMOIX (M.-N.), 1981, *op. cit.*, et 1979. — Système des charges et transformations des bases de l'institution communautaire : l'exemple d'un village de la Sierra de Puebla. *Actes du XLII^e Congrès International des Américanistes*, Paris, 2-9 septembre 1976, vol. VI : 151-158.